

ZONE DE POLICE VESDRE

www.policevesdre.be



COMMUNIQUE DE PRESSE

Publication immédiate

Dossier traité par : Eric Piscart - Consultant en communication
Zone de police Vesdre - 087/329 251 - 0494/501 774 - info@policevesdre.be

Nadine Romieu - Responsable Communication
Ville de Verviers - 087/325 206 - 0472/690 025 - nadine.romieu@verviers.be

Verviers, le 29 janvier 2008

Pour un habitat de qualité à Verviers

Depuis le 1er janvier 2008, deux nouveaux Arrêtés du Gouvernement wallon concernant la lutte contre l'insalubrité et le surpeuplement sont d'application, avec à la clé de nouvelles prérogatives pour les communes. La Ville de Verviers compte bien profiter de ce changement pour poursuivre et intensifier sa politique en la matière. Trois acteurs sont plus particulièrement concernés : les services de la Ville de Verviers, dont la Commission sanitaire, la Zone de police Vesdre et le Service Régional d'Incendie (SRI) de Verviers.

Cela fait plusieurs années que le centre de Verviers voit revenir des habitants, surtout attirés par les services de qualité qu'ils peuvent y trouver. Les autorités souhaitent encourager ce mouvement par des mesures spécifiques comme la définition des zones à rénover, la création de logements dans l'hypercentre, l'amélioration des logements privés, la promotion des opérations de revitalisation et de rénovation urbaine, la lutte contre les marchands de sommeil, l'augmentation de la sécurité,...

Les nouveaux Arrêtés, publiés au Moniteur Belge du 30 octobre 2007, s'inscrivent dans ce vaste projet d'amélioration de la qualité de l'habitat à Verviers. Le premier concerne la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements tandis que le second fixe les critères minimaux de salubrité et de surpeuplement. Plus particulièrement, ils permettent aux communes d'obtenir la compétence pour effectuer des enquêtes de salubrité et de surpeuplement en plus de celle prévue par l'article 135 de la nouvelle Loi communale. Ils permettent en outre d'accorder des dérogations pour des logements présentant un ou plusieurs manquements aux critères minimaux de salubrité dans le cas où le ou les manquements relevés sont minimes et ne peuvent être supprimés que moyennant la mise en œuvre de travaux disproportionnés.

La salubrité des logements concerne la sécurité, l'équipement sanitaire, l'étanchéité et la ventilation, l'éclairage naturel, la configuration et le surpeuplement. Les visites de contrôle sont effectuées par la Commission sanitaire de la Ville de Verviers, un fonctionnaire de police de la Zone de police Vesdre et un Officier du SRI de Verviers.

La Zone de police Vesdre s'inscrit comme un partenaire important dans la mobilisation pour l'amélioration de l'habitat. Le rôle des policiers de quartier doit être souligné car ils constituent un élément clé dans le constat des infractions et la sollicitation de la Commission sanitaire de la Ville de Verviers. Les visites lors de demandes de domicile sont l'occasion d'examiner la qualité de l'habitat, mais aussi les possibilités locatives de l'immeuble. Cela permet de lutter contre les logements insalubres, les faux domiciles, la fraude sociale mais aussi le travail au noir, et plus particulièrement

celui effectué par des candidats réfugiés ou des clandestins auxquels est sous loué le couchage à des sommes très élevées.

Le quartier de l'Abattoir est un bel exemple du travail effectué par la police et les services de la Ville de Verviers. Depuis la constitution de la Zone de police, la politique de lutte contre l'inhabitabilité y a été appliquée par les 2 fonctionnaires de police responsables. La remise en ordre tant au niveau de la qualité des logements que de l'ordre public a permis à ce quartier de retrouver une qualité d'habitat certaine.

Un autre exemple de la rentabilité des actions concerne la problématique des squats. Verviers ne connaît effectivement pas ce type de problème comme d'autres villes. Il faut savoir que les squats peuvent être porteurs d'insécurité au regard des personnes qu'ils attirent mais peuvent aussi être le lieu d'incendies. Il apparaît donc clairement que la lutte contre la criminalité de quartier est particulièrement liée à la politique de lutte contre l'inhabitabilité.

Au total, plus de 400 logements par an sont contrôlés. Environ 70 demandes émanent des locataires, 50 de la police, des services sociaux ou du SRI, 5 du Bourgmestre, 20 des propriétaires, et largement plus d'une centaine via les demandes de regroupement familial. De nombreuses demandes concernent plusieurs logements.

A ce jour, 90 dossiers sont ouverts à Verviers dans le cadre d'arrêtés d'inhabitabilité.